

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE  
MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL

REUNION MINISTERIELLE DE LA FAO SUR LE THEME :  
« LES COURS MONDIAUX DES DENREES ALIMENTAIRES »

(40<sup>ème</sup> session du CSA, Rome, 07 octobre 2013)

**ALLOCUTION DE MONSIEUR ABDELWAHAB NOURI**  
**MINISTRE DE L'AGRICULTURE ET DU DEVELOPPEMENT RURAL**

**Monsieur le Directeur général de la FAO, M. José Graziano Da Silva.**  
**Monsieur le Président,**  
**Excellences,**  
**Mesdames et Messieurs les Ministres,**  
**Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,**  
**Honorable assistance,**  
**Mesdames et Messieurs.**

Je voudrais tout d'abord adresser mes sincères remerciements à Monsieur **José Graziano Da Silva**, Directeur Général de la FAO, pour son aimable invitation et pour la parfaite organisation de cette deuxième réunion consacrée à la question des cours des denrées alimentaires.

Je voudrais également adresser mes chaleureuses salutations au président de cette auguste assemblée ainsi qu'aux chefs de délégations et à tous les participants à cette rencontre qui se tient dans un contexte encore marqué par la crise économique et financière internationale et la persistance de l'insécurité alimentaire dans de nombreuses régions du monde.

Ce contexte apparaît aujourd'hui nettement plus contraignant et plus complexe dès lors que nous évoquons le continent africain et l'instabilité chronique qui sévit dans nombre de ses régions aux plans politique, économique et sécuritaire.

Comme vous le savez si bien, cette instabilité aggrave de manière dramatique la situation d'insécurité alimentaire que connaissent des millions de personnes, notamment dans la Corne de l'Afrique et dans la sous-région du Sahel.

La raréfaction de l'eau, élément central de toute production agricole, est également une source d'insécurité majeure pour des centaines de millions d'hommes à travers le monde. Si aujourd'hui, 1,2 milliards de personnes vivent dans des zones où l'eau est physiquement rare, ce nombre pourrait s'élever à 3 milliards de personnes à l'horizon 2025.

Si nous dressons, aujourd'hui une carte géopolitique de l'insécurité alimentaire, nous verrons apparaître les lignes de fractures montrant d'un côté des espaces développés et de l'autre de vastes territoires sous développés avec des zones vulnérables, soumises souvent aux aléas d'un climat qui se dégrade d'une part, et d'autre part, de l'insécurité sévissant qui règne dans ces pays.

Il n'est pas question bien sûr d'opposer une partie de la planète, à une autre, mais de rappeler la communauté de destin des hommes et l'exigence d'une solidarité qui ne soit pas simplement celle que commande l'urgence mais qui s'élève au dessus des contingences et qui transcende aussi les clivages idéologiques et les conflits d'intérêts.

**Monsieur le Président,  
Excellences,  
Mesdames et Messieurs,**

Cette deuxième réunion ministérielle consacrée aux cours mondiaux des denrées alimentaires a lieu à un moment où la question de la vulnérabilité des marchés reste entière et alors que d'autres questions, comme celles relatives à la spéculation sur les produits agricoles et alimentaires, aux agro-carburants, aux politiques commerciales et au rôle dévolu aux stocks, se posent toujours avec une grande acuité.

Il n'échappe à personne que les pays importateurs nets sont ceux qui pâttissent le plus de la volatilité des prix des produits agricoles et alimentaires et qui voient régulièrement leur sécurité alimentaire fortement menacée, en raison des difficultés de plus en plus grandes qu'ils éprouvent pour s'approvisionner sur les marchés internationaux.

Suite à la crise alimentaire mondiale de 2007-2008, ces pays ont été contraints de mettre en œuvre des mécanismes de soutien des prix à la consommation et de renforcer leurs stocks de sécurité pour se prémunir de nouveaux chocs. L'accroissement forcé des importations destinées à cet effet a grevé lourdement les budgets initialement consacrés à leurs programmes de développement.

Une telle situation a généré une prise de conscience collective qui a donné lieu à des initiatives destinées à promouvoir une meilleure régulation des cours des denrées alimentaires au niveau international.

Dans cette perspective, des initiatives ont été prises, en effet, par la communauté internationale, notamment celle du Conseil de la Sécurité Alimentaire mondiale qui, lors de sa réunion d'octobre 2010, a proposé quatre mesures phares visant une meilleure maîtrise des impacts générés par la volatilité des prix des produits agricoles et alimentaires.

Cette initiative a donné lieu à la création du Système d'Information sur les Marchés Agricoles (AMIS) qui nous permet de mieux suivre, et en temps réel, les cours des principales denrées alimentaires et de veiller à leur stabilité.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs,**

La réunion que nous tenons aujourd'hui sur la question des cours des denrées alimentaires pourra nous permettre de jeter les bases d'une stratégie rendant possible une meilleure maîtrise des fluctuations artificiellement provoquées, à l'exemple de celles qui sont induites par l'opacité de certaines transactions ou par la spéculation, avérée, sur certains de ces produits.

Il est donc de la plus haute importance de réfléchir à la mise en place de mécanismes appropriés qui nous permettront de suivre leur évolution et de les traiter avec détermination. Dans l'attente, nous nous devons d'encourager et d'appuyer les initiatives de soutien financier et logistique aux pays qui ont en le plus besoin.

Pour ce qui la concerne, l'Algérie s'est engagée dans cette voie il y a de nombreuses années, initiant des actions ou soutenant des initiatives de cet ordre en faveur de nombreux pays du continent africain.

Au plan interne, et suite à la crise alimentaire de 2007-2008, le gouvernement algérien a accordé la priorité au traitement de la question de la sécurité alimentaire, considérant qu'elle constitue un élément essentiel de sa sécurité nationale et mettant en œuvre un ambitieux programme de développement agricole et rural.

C'est l'un des éléments qui expliquent de manière claire la stabilité dont jouit aujourd'hui mon pays, grâce à la politique clairvoyante de Son Excellence, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, et à un moment où son environnement géopolitique se trouve fortement perturbé par les événements graves qui s'y déroulent et qui ne sont pas sans effets sur la situation sécuritaire, politique et socioéconomique des Etats de la sous-région.

Les premiers résultats de la mise en œuvre de ce programme sont encourageants et ont valu à mon pays d'être distingué en juin 2013, par la FAO, pour avoir atteint, avant terme, le premier des Objectifs du Millénaire pour le Développement relatif à l'élimination de l'extrême pauvreté à l'horizon 2015.

Cette consécration, qui n'est pas en réalité une fin en soi, nous conforte dans notre détermination à poursuivre, de manière soutenue, nos efforts en vue d'assurer la sécurité alimentaire de notre population et de contribuer aux efforts régionaux et sous-régionaux destinés à stabiliser les populations affectées par le changement climatique et par les conflits survenus ces dernières années à nos frontières.

Aujourd'hui, la communauté internationale est plus que jamais interpellée pour œuvrer sans relâche à la réunion des conditions qui assureront la stabilité à ces pays et leur permettront d'endiguer le phénomène de l'insécurité en général et de l'insécurité alimentaire en particulier.

**Monsieur le Président,  
Excellences, Honorable Assistance,  
Mesdames et Messieurs,**

L'apport de l'Algérie aux efforts fournis par la communauté internationale en matière de lutte contre la faim et l'insécurité alimentaire est indéniable et se traduit dans les faits par une solidarité agissante qui englobe le développement, la sécurité et la paix.

Dans ce contexte, et sur décision de Son Excellence le Président de la République, l'Algérie a procédé à l'effacement de plus d'un milliard de dollars de dette de seize pays – dont quatorze en Afrique et deux au Moyen Orient –, ce qui témoigne de sa volonté de joindre ses efforts à ceux de la communauté internationale pour faire face efficacement à ces phénomènes.

Par ailleurs, et en plus de l'aide alimentaire et multiforme qu'elle apporte à certains pays africains, l'Algérie apporte régulièrement un soutien logistique à la lutte contre l'invasion acridienne.

Sur un autre plan, l'apport de l'Algérie à la lutte contre l'insécurité alimentaire et la volatilité des prix des produits agricoles et alimentaires s'exprime aujourd'hui à travers l'agenda régional qu'elle a fortement contribué à initier et qu'elle met en œuvre.

C'est ainsi que nous accueillerons, en novembre 2013 à Alger, les ministres en charge de l'agriculture du groupe des 5+5 pour examiner des questions liées à la sécurité alimentaire en Méditerranée occidentale.

De même que l'Algérie recevra en février 2014 les ministres en charge de l'agriculture des pays membres du CIHEAM pour définir une stratégie commune en matière de sécurité alimentaire durable en Méditerranée ainsi que des experts de ces mêmes pays pour échanger leurs points de vue sur leurs expériences en matière de développement agricole et rural.

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Au-delà du caractère insoutenable que les famines récurrentes et l'insécurité alimentaire chronique représentent pour les populations meurtries, la catastrophe qui s'est produite au large des côtes de Lampedusa et qui a coûté la vie à des centaines d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'Afrique en quête de travail et de bien être, en est l'illustration la plus parfaite de la précarité et des désordres que connaissent certaines régions du monde.

Cette malencontreuse situation qui, à l'évidence, a provoqué un fort sentiment d'indignation et de réprobation de l'ensemble de la communauté internationale fait que cette dernière se voit, aujourd'hui et plus que jamais, interpellée pour engager des actions concrètes qui permettront, à brève échéance, de mettre un terme à ce genre de tragédies.

Dans cette perspective, une démarche consensuelle et un partenariat mondial sont plus que jamais nécessaires. Ils nous permettront d'assumer pleinement notre responsabilité collective et de donner du sens à nos valeurs communes et à notre humanité.

Les espoirs et les valeurs les plus fécondes et les plus généreuses que portent aujourd'hui la civilisation humaine nous commandent d'œuvrer à un développement durable et équitable que s'il englobent toutes les parties du monde.

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs,**

Ce sont là quelques idées que je tenais à partager avec vous à l'occasion d'une réunion que je considère comme de la plus haute importance pour la compréhension de la problématique des prix des produits agricoles et alimentaires et pour la mise en place d'une approche commune de la question de la régulation des marchés internationaux.

Je vous remercie pour votre aimable attention.